

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Prestation de Bureau d'enregistrement de nom de domaine DNS et d'hébergement sécurisé de zones DNS

Procédure : SG-SAD3-009-25

Date et heure limites de remise des plis : 27/06/2025 à 14h00
--

Table des matières

1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
3 - DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	3
3.1 - Allotissement.....	3
3.2 - Nomenclature CPV	3
3.3 - Procédure de passation	3
3.4 - Forme du marché.....	4
3.5 - Durée du marché	4
3.6 - Délai de validité des offres.....	4
3.7 - Variantes	4
3.8 - Langue	4
3.9 - Lieu d'exécution des prestations	4
4 - MODALITES DE LA CONSULTATION.....	4
4.1 - Documents de la consultation.....	4
4.2 - Modification des documents de la consultation	5
4.3 - Renseignements complémentaires	5
5 - PARTICIPATION ET REPONSE – CANDIDATURE.....	5
5.1 - Présentation de la candidature	5
5.5 - Les candidatures sous forme de groupements.....	8
6 - PARTICIPATION ET REPONSE – OFFRE.....	8
7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
7.1 - Sélection des candidatures.....	8
7.2 - Critères de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	9
7.3 - Examen des offres	9
8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS	10
8.1 - Réponse sous forme de transmission électronique obligatoire.....	10
8.2 - Copie de sauvegarde	10
8.3 - Signature électronique obligatoire	10
3.1 - Principe et fonction de la signature électronique.....	11
8.3.1.1 - L'identification du signataire.....	11
8.3.1.2 - Exigences relatives aux certificats de signature du signataire	11
3.2 - Outil de signature de la PLACE	12
3.3 - Autre outil de signature	12
8.4 - Recommandations	12
8.5 - Formats de fichiers.....	12
8.6 - Anti-virus	12
9 - PIECES COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	13
10 - ANNEXES	14

1 - Identification de l'acheteur

Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Secrétariat général

Direction du numérique (DNUM)

Grande Arche Sud

92055 LA DÉFENSE CEDEX

Service en charge de l'exécution du marché

Sous-direction des méthodes et services de plateforme (MSP)

Départements infrastructures et services (DIS)

2 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet des prestations de services présentées comme suit :

- achat d'un « Bureau d'enregistrement » des noms de domaine DNS Internet ; les TLD (domaines de premier niveau) les plus utilisés sont « fr., com., org., net., eu., info., re., gp., mq. » ; de nombreux domaines utilisent l'extension « gouv.fr. » ;
- hébergement sécurisé des zones DNS sur des serveurs faisant autorité (secondaires ou primaires) ;
- fourniture d'une interface WEB sécurisée de gestion du portefeuille de noms de domaine (commande, suivi, abandon, gestion des zones et des enregistrements) ;
- signature des zones DNS (DNSSEC)
- assistance et support pour l'ensemble des prestations ;
- expertise et conseil dans le domaine de la gestion des noms de domaine ;
- réversibilité en fin de marché.

3 - Déroulement de la consultation

3.1 - Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-11 2° du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti.

En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

3.2 - Nomenclature CPV

Code principal : 72417000-6 ► noms de domaine internet.

3.3 - Procédure de passation

La consultation est passée en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

3.4 - Forme du marché

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée totale du marché présenté comme suit :

Montant minimum HT	Montant maximum HT
-	780 000 €

3.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de réception de la notification. Il est reconductible tacitement 3 fois 12 mois.

En application à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique sa durée totale ne pourra excéder 4 ans.

En cas de non-reconduction, la décision est notifiée au titulaire un mois avant la date d'échéance du marché.

3.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des plis.

3.7 - Variantes

Les variantes sont interdites.

3.8 - Langue

La candidature et l'offre doivent être rédigées en français en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994. Les documents en langue étrangère seront donc accompagnés d'une traduction française intégrale, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

3.9 - Lieu d'exécution des prestations

La prestation s'exécute dans les locaux du titulaire et les locaux de l'administration.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- dans les locaux du titulaire et de ses éventuels sous-traitants, en fonction des différentes prestations.
- dans les locaux de l'administration

4 - Modalités de la consultation

4.1 - Documents de la consultation

- Les documents de la consultation sont les suivants :
- le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - o Annexe 1 : étiquette en cas de copie de sauvegarde ;

- Annexe 2 : nombre de domaines de premier niveau actuellement gérés
- Annexe 3 : questionnaire Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination ;
- Annexe 4 : attestation sur l'honneur « participation Russe ».
- Annexe 5 : le cadre de réponse technique
- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau des prix ;
- le cahier des clauses administratives particulière (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : formulaire d'engagement et de déclaration de connaissance des règles de discrétion, de confidentialité et de sécurité informatique ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,

Comment obtenir le DCE :

Par voie électronique sur la **Plate-forme des achats de l'État (PLACE – www.marches-publics.gouv.fr)**, en cliquant sur « Recherche avancée », et en saisissant « SG-SAD3-009-25 » dans le champ « Référence ».

4.2 - Modification des documents de la consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces modifications ne porteront pas sur les éléments substantiels du marché.

Tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation et ayant renseigné une adresse de courriel valide sur la PLACE en seront alors informés. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

4.3 - Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires se font **uniquement par écrit, par l'intermédiaire de la PLACE.**

Les demandes de renseignements doivent être reçues 9 jours calendaires avant la remise des offres.

Ces demandes doivent être explicites et précises. Elles ne pourront faire référence qu'au contexte et au périmètre du présent marché. Le ministère se réserve le droit de ne pas répondre aux questions qu'il jugerait inopportunes ou insuffisamment claires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur répondra aux opérateurs économiques l'ayant consulté en temps utile **au plus tard 6 jours** avant la remise des offres.

5 - Participation et réponse – Candidature

5.1 - Présentation de la candidature

Le dossier de candidature doit contenir les pièces suivantes :

Réponse électronique STANDARD

1° — Documents relatifs à la capacité juridique du candidat

- ♦ une lettre de candidature, impérativement sous la forme d'un formulaire DC1¹ et qui contiendra, le cas échéant, la forme du groupement ainsi que l'habilitation du mandataire par ses co-traitants (voir le cas des groupements au point ci-dessous) ;
- ♦ Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 ;
- ♦ en cas de redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés ;
- ♦ tous documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise ;

• Pour les entreprises établies en France :

- son numéro unique d'identification SIRET ;
- un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE), pour les entreprises en cours d'inscription ;

• Pour les entreprises établies hors de France :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ;

si l'entreprise n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

2° — Documents relatifs à la capacité économique et financière du candidat

- ♦ une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité financière par tout autre moyen.
- ♦ Ces éléments peuvent être transmis sur papier libre et/ou à l'aide du formulaire DC2.
- ♦ Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité par tout autre moyen.

3° — Documents relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat

- ♦ une note comportant la présentation de la société et de ses activités, de sa structure de son organisation.
- ♦ **liste détaillée des principaux services fournis aux cours des 3 dernières années en rapport avec l'objet du présent marché** : prestations similaires à celles de la présente consultation et mobilisant des expertises Modélisation UML, JAVA, PHP, et BI, avec indications précises du montant, de la date et du client (notamment le contact chez le client) ;
- ♦ Le certificat ISO27001 ou équivalent ;
- ♦ les **autres certificats de qualification professionnelle jugés utiles par le candidat**: la preuve peut être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation ;
- ♦ une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.
- ♦ l'**accréditation ICANN** (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers).
- ♦ Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité par tout autre moyen.

4° — En cas de sous-traitance au moment du dépôt du pli

- ♦ pour chaque sous-traitant proposé, un formulaire DC4 dûment renseigné.
- ♦ tous **documents relatifs aux pouvoirs** de la personne habilitée à engager le sous-traitant : extrait K-bis ou équivalent (statuts de la société, délibérations du conseil d'administration, etc.), délégation de pouvoir

¹ Les formulaires DC peuvent être téléchargés sur la page suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> .

signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise, copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire du marché et cette personne.

- ♦ un relevé d'identité bancaire ou postal (facultatif).

Si le titulaire se présente sous la forme de groupement, l'ensemble des documents décrits ci-dessus est à fournir par chaque membre du groupement



[2ème possibilité]
Réponse électronique
DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN
(DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique en remplissant le DUME en ligne sur PLACE, en recherchant la procédure « SG-SAD3-009-25 » depuis le module « Recherche avancée » ;

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles sur le guide d'utilisation fourni par PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Pour chaque sous-traitant proposé,

- un formulaire DUME
- un formulaire DC 4¹ dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné.
- tous documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le sous-traitant : extrait K-bis ou équivalent
- un relevé d'identité bancaire ou postal (facultatif).

1 – Documents à fournir

- En cas de redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés ;
- Le **formulaire DUME établi en langue française** complété (ou les formulaires DUME en cas de sous-traitance ou de co-traitance) selon les indications ci-dessous ;
- Les entreprises nouvelles pourront justifier de leur capacité par tout autre moyen.

A noter, qu'à l'appui du DUME, il sera exigé des candidats des éléments complémentaires, notamment et à minima, la communication du certificat ISO27001 ou équivalent et la preuve de l'**accréditation ICANN** (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers).

2 – Indications pour le remplissage du DUME

- Un soumissionnaire qui se présente **seul** complète et transmet un seul DUME ;
- En cas de **groupement**, le mandataire complète, dans la partie II, « L'opérateur économique participe-t-il à la procédure de passation de marché avec d'autres ? » et les encarts suivants de son DUME ;
- En cas de **sous-traitance**, le mandataire complète, la partie II D de son DUME ;

En cas de groupement et/ou de sous-traitant :

- chaque co-traitant et/ou sous-traitant complète un DUME, de préférence en se connectant à PLACE, et transmet la référence de son DUME au mandataire.
- le mandataire déclare, dans PLACE, chaque co-traitant et/ou sous-traitant en y intégrant la référence de leur DUME.

¹ dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné. 1 dûment renseigné.

^{gné.1} Les formulaires DC peuvent être téléchargés sur la page suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

5.5 - Les candidatures sous forme de groupements

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme d'une entreprise unique ou d'un groupement conjoint ou solidaire, avec un mandataire unique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans le cadre de cette consultation, conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le groupement qui serait attributaire du marché pourra indifféremment prendre la forme d'un groupement conjoint ou bien la forme d'un groupement solidaire.

6 - Participation et réponse – Offre

Le dossier d'offre doit contenir les pièces suivantes :

Dépôt électronique
<ul style="list-style-type: none">♦ L'acte d'engagement dûment complété ;✓ L'annexe 1, annexe financière à l'acte d'engagement, dûment complétée : A noter que <u>l'annexe financière ne doit pas être modifiée</u>, toutes les cellules doivent être complétées. Le cas échéant, si le soumissionnaire constate des anomalies, nous lui demandons de bien vouloir en informer le pouvoir adjudicateur.✓ L'annexe 3 au règlement de la consultation : questionnaire Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination ;✓ L'annexe 4 au règlement de la consultation: attestation « participation Russe » ;✓ L'annexe 5 au règlement de la consultation : cadre de réponse technique entièrement complété.

7 - Examen des candidatures et des offres

Information :

Si un candidat dépose plusieurs plis dans les délais impartis, seul le dernier sera pris en compte. Les autres seront rejetés sans avoir été ouverts.

7.1 - Sélection des candidatures

Si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de complément.

7.2 - Critères de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection pondérés suivants :

Critères		Pondération
VALEUR TECHNIQUE		60 %
	Respect des exigences sur les prestations générales et l'organisation Ce critère est évalué selon les éléments de réponse fournis dans le cadre de réponse technique au chapitre 1.	25 %
	Respect des exigences de sécurité Ce critère est évalué selon les éléments de réponse fournis dans le cadre de réponse technique au chapitre 2.	35 %
PRIX	Le critère 4 sera jugé sur la base d'une simulation d'un nombre de créations, renouvellements et de transferts de noms de domaine des années précédentes.	30 %
Prise en compte du développement durable en lien avec l'objet du marché	Ce critère est évalué selon les éléments de réponse fournis dans le cadre de réponse technique au chapitre 3.	10%

7.3 - Examen des offres

Conformément à l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les modalités seront précisées dans la lettre les invitant à régulariser.

8 - Modalités de remise des plis

8.1 - Réponse sous forme de transmission électronique obligatoire

La réponse à la consultation doit obligatoirement être effectuée au moyen de la **Plate-forme des achats de l'État (PLACE)**². Pour ce faire, depuis la page d'accueil, les candidats cliquent sur « Recherche avancée » et saisissent « SG-SAD3-009-25 » dans le champ « Référence ».

8.2 - Copie de sauvegarde

Par mesure de sécurité, il est conseillé au soumissionnaire qui procède à la transmission électronique des fichiers de remettre parallèlement une copie de sauvegarde de son pli, sur support physique électronique (clé USB), dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde devra être envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite

Envoi postal

La copie de sauvegarde sera adressée sous enveloppe cachetée à l'adresse indiquée en annexe du présent document, avec les éléments de candidature et les éléments de l'offre clairement identifiés.

Remise en mains propres

La copie de sauvegarde peut également être remise, à l'adresse indiquée en annexe 1 du présent document, directement à un agent du bureau des procédures de la commande publique, contre récépissé, du lundi au vendredi de 9h30 à 11h30 (12h00 le dernier jour) et de 14h15 à 16h15, en demandant à l'agent d'accueil des ministères de contacter le poste n° 1 81 75 ou, en cas d'absence, les postes n°1 67 59 ou n°1 95 07 ou tout autre poste du bureau des procédures de la commande publique – SAD3.

8.3 - Signature électronique **obligatoire**

Il n'est pas demandé, au stade du dépôt du pli, de signer les documents transmis.

La signature électronique sera demandée uniquement au candidat susceptible d'être retenu comme attributaire.

La personne habilitée à engager l'entreprise doit signer électroniquement et personnellement les documents de l'offre

² www.marches-publics.gouv.fr

(acte d'engagement notamment).

La signature électronique est non-valide et le document correspondant réputé non-signé notamment dans les cas suivants :

- la signature est absente ;
- le certificat a été révoqué avant la date de signature du document ;
- le certificat expire avant la date de signature du document ;
- le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité à engager le candidat ;
- le certificat n'est pas référencé dans la liste de confiance et les éléments nécessaires à la vérification ne sont pas fournis (cf.article ci-dessous).

NB : un fichier zip signé n'a pas de valeur ; il n'a pas vocation à être signé. En revanche les documents contenus dans ce fichier zip doivent l'être pour être valides et recevables.

3.1 - Principe et fonction de la signature électronique

La signature électronique a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

Il est porté à l'attention des candidats qu'une **signature scannée ne constitue pas une signature électronique**.

8.3.1.1 - L'identification du signataire

Le préalable obligatoire à tout dépôt électronique de plis est de disposer d'un certificat électronique.

Le certificat est la pièce d'identité électronique délivrée à une personne physique pour le compte de son organisme par une autorité de certification qui assure le lien entre le signataire et le certificat.

8.3.1.2 - Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS). Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : **Le certificat est émis par une autorité de certification reconnue** : le certificat de signature est émis par un prestataire de confiance mentionnés dans la liste suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2e cas : **Le certificat de signature électronique n'est pas référencé** sur la liste de confiance.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé ci-dessus, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

La PLACE accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS) jusqu'au terme de leur validité.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment une notice d'explication en français.

3.2 - Outil de signature de la PLACE

La PLACE propose aux soumissionnaires un outil de signature intégré à la plate-forme.

Il est téléchargeable par les opérateurs économiques depuis le menu « outils », « signer un document » « lancer l'outil de signature » de la plate-forme des marchés de l'État.

3.3 - Autre outil de signature

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé par la PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- produire des formats de signature XadES, CadES ou PadES ;
- permettre la vérification en transmettant gratuitement les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, notamment :
 - le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication en français et les pré-requis d'installation ;
 - le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

8.4 - Recommandations

L'administration invite les candidats à respecter les prescriptions et recommandations suivantes :

- s'enregistrer sur la PLACE en renseignant des informations fiables, notamment le courriel, nécessaire pour les échanges ultérieurs entre l'administration et les candidats. Cet enregistrement n'est en aucun cas obligatoire ;
- tester la configuration des postes de travail, notamment la présence d'un certificat de signature électronique valide (niveau de sécurité, certificat établi au nom d'une personne habilitée à engager juridiquement le candidat, certificat non périmé, etc) ;
- s'assurer de la compatibilité et de la protection des postes de travail (présence d'un antivirus, d'un pare-feu, absence de logiciel espion, etc) ;
- s'assurer que les mises à jour logicielles sont faites, notamment l'environnement JAVA ;
- s'assurer de l'intégrité des fichiers qu'il dépose. S'ils se révèlent corrompus, illisibles, endommagés, etc, la responsabilité de l'administration ne peut être mise en cause. Leur intégrité relève entièrement de la responsabilité du candidat ;
- ne pas attendre le dernier jour pour procéder au dépôt du pli : le ministère retient la date et l'heure de fin d'envoi et non de début d'envoi. Un défaut de connexion peut compromettre une candidature à un marché public ;
- bien identifier les fichiers en leur donnant des noms clairs et explicites.

8.5 - Formats de fichiers

Les plis remis sur support physique électronique ou transmis de manière électronique via la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) doivent impérativement comprendre des fichiers lisibles par les logiciels dont dispose le représentant du pouvoir adjudicateur, à savoir LibreOffice, Microsoft Office et Adobe Reader.

D'une manière générale, le candidat transmet des fichiers dans des formats standards du marché.

8.6 - Anti-virus

Les soumissionnaires s'assurent avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant.

Si un programme informatique malveillant est détecté, un programme de réparation du document contaminé peut être mis en œuvre. Soit le document retrouve son intégrité initiale et peut être examiné dans le cadre de la procédure ; soit le document ne peut pas être réparé ou sa réparation ne lui restitue pas son intégrité et dans ces cas le document est réputé n'avoir jamais été reçu.

9 - Pièces complémentaires à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé électroniquement ;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques);
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, si le DC4 n'a pas été fourni ou n'a pas été signé, la déclaration de sous-traitance - DC4 signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- Le cas échéant, les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;
- Le cas échéant, le questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination ;
- Le cas échéant, l'attestation sur l'honneur « participation russe » ;
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail; les attestations et certificats les plus récents délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté ministériel fixe la liste des administrations et organismes compétent ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat.
- Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.
- les attestations et certificats les plus récents délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté ministériel fixe la liste des administrations et organismes compétent ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Si le soumissionnaire a répondu par voie dématérialisée et dispose d'un numéro de SIRET, l'acheteur se procure directement ces attestations auprès des services concernés. En cas d'impossibilité de se les procurer, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administrées par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit

10 - ANNEXES

Annexe 1 au RC : étiquette pour copie de sauvegarde ;

Annexe 2 : nombre de domaines de premier niveau actuellement gérés

Annexe 3 au RC : questionnaire Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination

Annexe 4 au RC : attestation sur l'honneur « participation Russe »

Annexe 5 au RC : cadre de réponse technique

ÉTIQUETTE À COLLER – Annexe 1

Expéditeur :

.....
.....
.....
.....

RÉPONSE A LA CONSULTATION **SG-SAD3-009-25**



: **01 40 81 67 48**

Objet : Prestation de Bureau d'enregistrement de nom de domaine
DNS et d'hébergement sécurisé de zones DNS

COPIE DE SAUVEGARDE

CONFIDENTIEL – À N'OUVRIR QUE PAR LE DESTINATAIRE

Ministères de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique
SG/DAF/SAD3
Bureau des procédures de la commande publique
Arche de La Défense
Paroi sud – Pièce 22N51
92055 La Défense Cedex

Annexe 2 : Nombre de domaines de premier niveau actuellement gérés

Ces informations sont fournies à titre indicatif

Domaines de Premier Niveau	Nombre
.fr	1125
.org	825
.com	707
.gouv.fr	462
.net	379
.eu	276
.info	175
.biz	31
.paris	20
.re	10
.pm	7
.tech	7
.site	6
.international	4
.com.fr	3
.online	3
.pro	3
.ai	2
.ch	2
.co	2
.co.uk	2
.io	2
.jp	2
.shop	2
.sport	2
.store	2
.be	1
.com.br	1
.cz	1
.de	1
.dev	1
.education	1

.email	1
.es	1
.eu.com	1
.fun	1
.gf	1
.gp	1
.life	1
.me	1
.mq	1
.nl	1
.org.do	1
.org.mx	1
.space	1
.tel	1
.tf	1
.tm.fr	1
.tv	1
.website	1
.wf	1
.xyz	1
.yt	1